



NATIONS UNIES  
GABON



# Rapport Annuel 2020

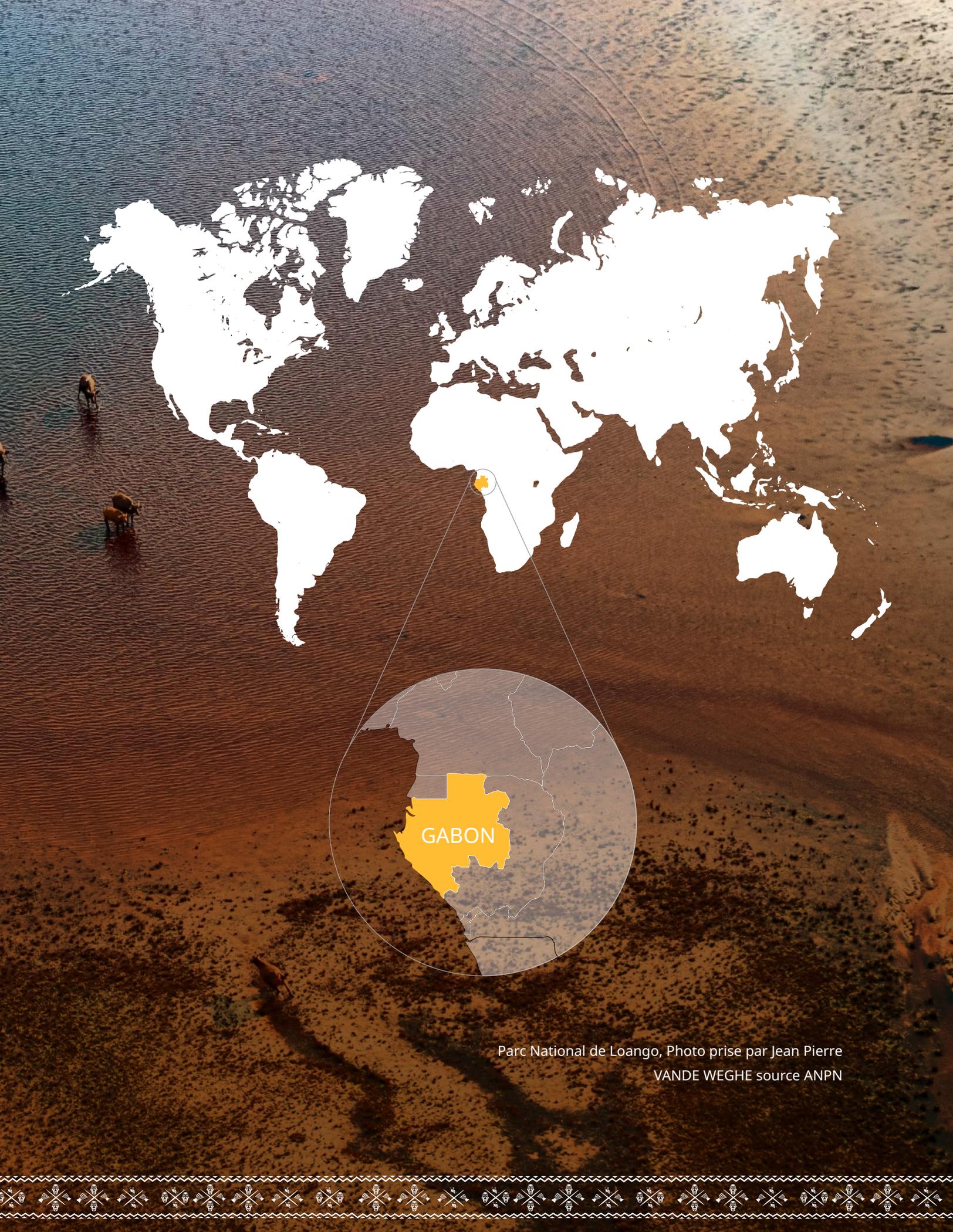
Nations Unies au Gabon

Parc National des Plateaux Batékés, Photo prise par Jean  
Pierre VANDE WEGHE source ANPN

# LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CAFI</b>	Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale
<b>CCA</b>	Bilan Commun Pays
<b>CEEAC</b>	Communauté Économique des États d'Afrique Centrale
<b>CNAMGS</b>	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme
<b>CNFI</b>	Cadre Nationale de Financement Intégré
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
<b>EPI</b>	Équipement de Protection Individuelle
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>UNFPA</b>	Fond des Nations Unies pour la Population
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Droits de l'Homme
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat aux Réfugiés
<b>IDE</b>	Investissement Direct Étranger
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>INFN</b>	Cadre de Financement National Intégré
<b>NU</b>	Nations Unies
<b>NTIC</b>	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONUDC</b>	Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
<b>ONUSIDA</b>	Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA
<b>PAT</b>	Plan d'Accélération de la Transformation de l'économie
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PBF</b>	« Peace Building Fund » Fond de consolidation de la Paix
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PNUAD</b>	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
<b>PVVIH</b>	Personnes vivant avec le VIH/Sida
<b>SDG-Fund</b>	Fond pour les Objectifs de Développement Durable
<b>SERP</b>	Cadre de Riposte Socio-économique à la Covid-19
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UNCT</b>	Équipe pays des Nations Unies
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour la Science, l'Éducation et la Culture
<b>UNICEF</b>	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
<b>UNECA</b>	Commission Économique pour l'Afrique
<b>UNOCA</b>	Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique
<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre
<b>VNU</b>	Volontaire des Nations Unies





GABON

Parc National de Loango, Photo prise par Jean Pierre  
VANDE WEGHE source ANPN



AGENCES RESIDENTES DU SYSTÈME DES NU GABON

---



PNUD



UNICEF



UNFPA



UNHCR



ONUSIDA



FAO



OMS



UNESCO



ONUDC



FMI



UNOCA



BANQUE MONDIALE

AGENCES NON RESIDENTES DU SYSTEME DES NU AU GABON

---



ONUDI



UN HABITAT



UNECA



PNUE



BIT



OIM



CNUCED



AIEA

## PARTENAIRES CLES AU DEVELOPPEMENT

---



BANQUE MONDIALE



BAD



FMI



ROTARY CLUB



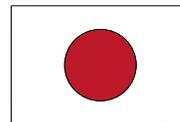
UE



GABON



BEI



JAPON



INDE



CANADA

# Table des matières

## **Chapitre 1 : Principaux développements dans le contexte national et régional 08**

## **Chapitre 2 : Soutien du Système des Nations Unies aux priorités nationales de développement 11**

2.1 Aperçu des résultats du cadre de coopération	12
2.2 Priorités, résultats et produits du cadre de coopération	18
2.3 Soutien aux partenariats et financement de l'agenda 2030	24
2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience des Nations unies	30
2.5 Évaluations et leçons apprises	34
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources	35

## **Chapitre 3 : Priorités de l'ONU Gabon pour 2021 37**

# Avant-propos

Chers Lecteurs,

L'année 2020 a été marquée par des défis énormes dans le monde entier, et encore plus au Gabon. Depuis la deuxième guerre mondiale, le monde n'avait pas connu une crise de telle envergure que celle engendrée par la Covid-19. Nous gardons dans nos cœurs et nos pensées le souvenir de ceux que nous avons perdus.

Je tiens à féliciter le Gouvernement et les populations du Gabon pour leur riposte rapide et résolue en matière de santé publique. Nous savons que depuis le début de la pandémie, des sacrifices énormes ont été faits. Dans ce cadre l'ONU Gabon est fière d'apporter son aide, en appuyant le Plan National de Riposte à la Covid.

Aujourd'hui nous commençons à entrevoir la lumière au bout du tunnel avec l'arrivée des premiers vaccins. Malgré cela, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire pour continuer à gérer ensemble la crise sanitaire et la crise socio-économique engendrée par la pandémie afin de "reconstruire en mieux". 2020 a été une année de croissance continue pour l'ONU Gabon à la fois par rapport à l'échelle et la pertinence de notre travail. Je suis très fier de la réponse rapide que l'ONU Gabon a délivrée depuis l'apparition du premier cas au Gabon, notamment à travers la réorientation rapide de 2 millions de dollars pour la riposte, et la mobilisation de 9 Millions de dollars seulement dans les premiers trois mois de la riposte. Les Nations Unies ont aussi fourni un aide d'envergure au niveau

opérationnel (186 739 élèves ont eu accès à l'éducation à distance, 355 000 personnes ont pu avoir accès à l'eau et à l'assainissement et 15 200 familles ont eu accès à l'autosuffisance alimentaire) et stratégique (le RC et le Représentant de l'OMS ont été invités à faire partie de la Task Force présidentielle COVID).

Pendant l'année 2020, l'ONU Gabon est également montée en puissance par rapport à la programmation conjointe pour atteindre les ODD (nous avons maintenant 6 programmes conjoints), la mobilisation des ressources (le budget annuel de l'ONU Gabon en 2020 s'élevé à 26 millions USD, ce qui représente 300% d'augmentation depuis 2018), et notre taux de mise en œuvre (80% contre 60% en 2019). Il reste cependant encore beaucoup à faire. 2021 s'annonce déjà comme une année très difficile : la pauvreté s'aggrave, les populations sont épuisées par les sacrifices, mais le gouvernement, l'ONU et les partenaires travaillent ensemble avec diligence.

Finalement, un autre moment de transition s'annonce : ceci est le dernier rapport annuel que je coordonne en tant que RC Gabon, car je suis maintenant affecté au Kenya. C'était un vrai honneur de servir le Gabon pendant ces quatre dernières années. Je suis très fier de ce que nous avons accompli ensemble et je suis confiant que l'ONU Gabon continuera à se développer et à contribuer à la cause du développement durable et de la paix dans ce beau et fier pays.



*Dr. Stephen Jackson*

Coordonnateur Résident  
du Système des Nations  
Unies au Gabon

Parc National de Moukala Doudou  
Photo prise par Jean Pierre VANDE WEGHE source ANPN



Chapitre 1  
**Principaux  
développements  
dans le contexte  
national et régional**

La pandémie de la COVID-19 et la chute des cours du pétrole ont fragilisé le cadre macro-économique du Gabon, ce qui se traduit par : **un déficit budgétaire plus important à la suite de l'effondrement des cours du pétrole ; une croissance économique négative à -2,7% ; une augmentation de la dette** qui culmine à 74,7% du PIB en 2020, en raison des dépenses liées aux mesures de riposte du gouvernement aux choc sanitaire et économique (santé, protection sociale...), dont le coût est estimé à 0,8% PIB par le FMI.

En plus de la crise économique, la crise sanitaire a aussi entraîné une crise sociale consécutive à une aggravation du chômage et de la pauvreté. Les acteurs du secteur informel et PME sont parmi les plus vulnérables.

D'après une enquête menée en juin 2020 par la Direction Générale des Statistiques, **plus de 104 000 personnes ont perdu leur emploi** en juin 2020; **46% d'entre elles sont des femmes**. Il s'en est suivi une **hausse du taux de la pauvreté qui est désormais supérieur à 32,4%**.

Face à cette situation, le Gouvernement a mis en place une **Stratégie nationale de riposte à la pandémie du Covid-19**, appuyée par les partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux tels que le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne ainsi que l'Agence Française de Développement. Le Système des Nations Unies a également apporté son aide, notamment à travers des partenariats innovants tel que **l'accord tripartite Gouvernement-OMS-Banque Mondiale** pour l'acquisition rapide d'équipements de santé et d'hygiène. Cette stratégie a permis de contenir la propagation du virus, avec 9 571 cas confirmés en 2020 dont 9 388 cas guéris, 119 cas actifs et 64 décès selon les statistiques du Comité National de Riposte (Copil). Malgré ces efforts, la pandémie a amplifié les contraintes structurelles existantes et mis en exergue **l'urgence de diversifier l'économie du pays**, élément clés de la relance socio-économique du pays, ainsi que la mise en place d'un plan crédible de lutte contre la pauvreté.

Dans ce contexte, **le SNU en collaboration avec le FMI** a lancé un programme conjoint pour appuyer le

Gouvernement dans **l'accélération de la transition d'une économie brune vers une économie verte**, transformation qui est indispensable dans le cadre de la relance économique post-Covid du pays.

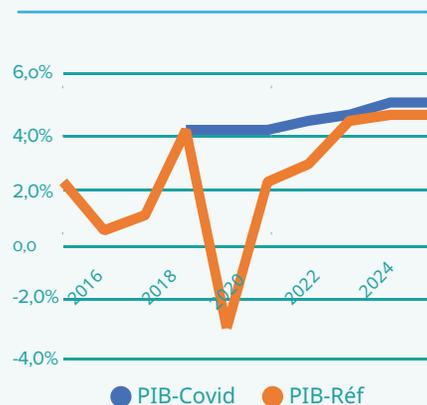
A la lumière de l'impact de la pandémie et des nouveaux besoins du pays, tels que analysés dans le Cadre de riposte socio-économique des Nations Unies à la Covid-19 (SERP), **il serait important de revoir la configuration du SNU en 2021** pour que l'ONU Gabon ait l'expertise et les capacités nécessaires pour accompagner la contrepartie nationale à travers un appui cohérent, efficace et de qualité, permettant non seulement de relever les défis post-covid, mais aussi de contribuer à l'accélération de l'atteinte des ODD.

### COMMERCE EXTÉRIEUR (TAUX DE CROISSANCE)

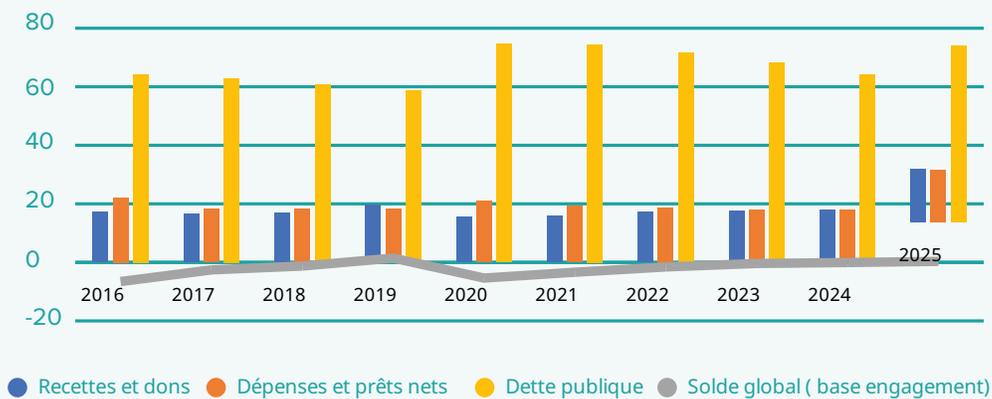


Figure 1 : Quelques indicateurs macroéconomiques du Gabon

### PIB

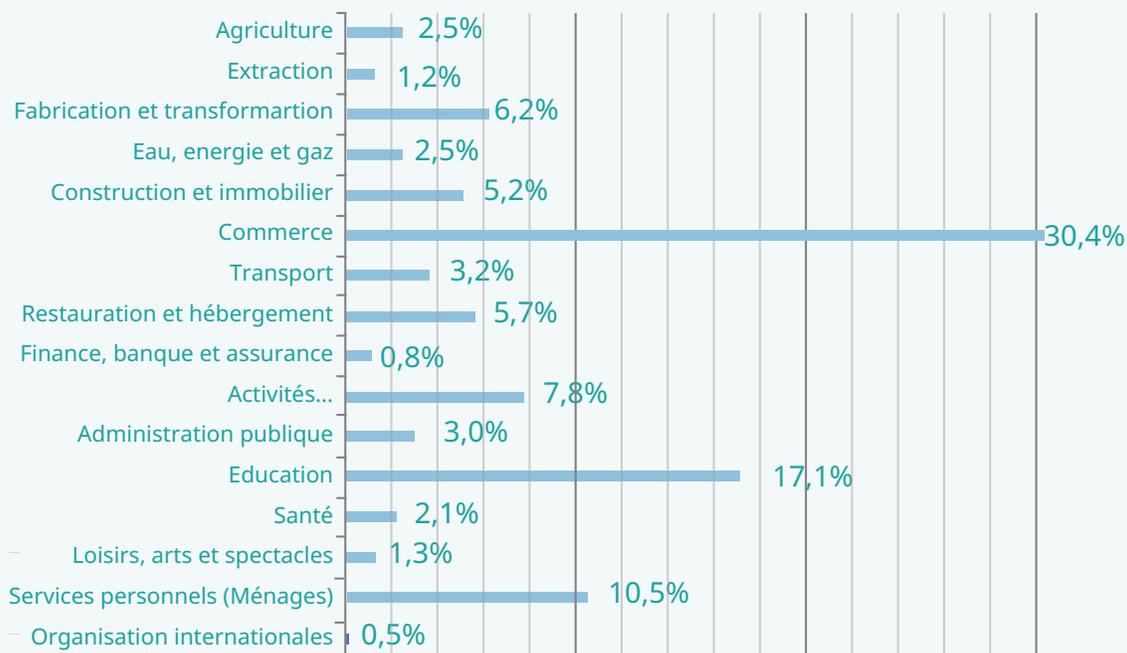


## FINANCES PUBLIQUES (EN % DU PIB)



Source : Rapport covid-19, PNUD

## Répartition des pertes d'emploi par secteur durant la crise



Source : DGS

## Chapitre 2

# Soutien du Système des Nations Unies aux priorités nationales de développement

Libreville vue aérienne Vallée Ste Marie et Bord de mer  
source Media241

Cite de la Democratie

## 2.1 Aperçu des résultats du cadre de coopération



Remise d'équipements dans le cadre du partenariat OMS, Banque Mondiale et le Gouvernement Gabonaise. De gauche à droite : Magaran Monzon BAGAYOKO Représentant Résident de l'OMS, Alice Ouedraogo Représentante Résidente de la BM et Guy-Patrick OBIANG Ministre de la Santé.

**Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD)** en cours sur la période 2018-2022, se compose de quatre axes : **la gouvernance ; le développement inclusif ; la croissance inclusive et diversifiée ; la durabilité environnementale.**

Avec l'apparition de la Covid-19, le PNUAD a été renforcé et actualisé par **le Plan de riposte socio-économique des Nations Unies à la Covid-19 (SERP)**. Ce plan, élaboré en août 2020, vise à réduire l'impact néfaste de la pandémie, qui a beaucoup changé le contexte au Gabon avec un fort impact négatif sur l'économie du pays et les indices de pauvreté, en hausse surtout chez les femmes.

Après le premier cas de Covid-19 enregistré dans le pays le 12 mars 2020, l'ONU Gabon a :

**2M\$** de ressources existantes réorientées  
**3M\$** de nouvelles ressources mobilisées  
**6M\$** de ressources additionnelles (partenariat BM)

Globalement, grâce à des efforts conjoints,

**“ l'ONU Gabon a pu mobiliser en 2020 un total de 26 millions de dollars, en triplant ainsi son budget par rapport à 2018. ”**

Il est important de noter qu'une partie importante de ces fonds sont destinés à **des programmes conjoints**. Le bilan 2020 montre aussi que les taux de mise en œuvre de l'ONU Gabon se sont beaucoup améliorés avec **80% de taux de mise en œuvre en 2020 contre 60% en 2019**.

Parmi les résultats clés de l'équipe pays, il est important de souligner la mise en place et exécution de **6 programmes conjoints phares**, à savoir :



Le Gabon & les ODDs  
Au-delà du pétrole : Financer  
une transition rapide & durable  
d'une économie brune  
à une économie verte

PNUD+PNUE,  
UNECA, FMI  
US\$ 1 million du JSDGF  
du SG



VIH-SIDA : PRISE en charge  
des PVVIH, Transmission  
VIH Mère/ENfant,  
Prévention chez jeunes &  
populations clés, lutte  
contre stigmatisation

ONUSIDA+10 agences  
des Nations Unies  
US\$ 1,5 millions  
du JSDGF, Fonds UBRAF,  
Fonds Nations Unies



Extension de la protection  
sociale par l'enregistrement  
des naissances pour les populations  
difficiles a atteindre au Gabon

UNICEF & UNFPA+  
BIT, OMS, ONUSIDA  
UNESCO  
US\$ 2 millions du JSDGF  
du SG



Soutien à la promotion  
et à la protection des droits  
de l'homme au Gabon

PNUD+UNOCA,  
OHCDH (Yaoundé)  
US\$ 500.000 de l'Union  
Européenne & les Nations Unies



Soutien au plan sectoriel  
de l'éducation nationale  
& à la production  
de statistiques  
de base sur l'éducation

UNESCO+FNUAP,  
UNICEF, BM, AFD  
US\$ 620.000  
des agences participantes



Les jeunes comme  
tisserands de la paix  
dans les régions  
transfrontalières du Gabon,  
du Cameroun & du Tchad

UNESCO+ONU  
PBF du SG  
US\$ 4 millions du Fonds  
PBF du SG

### Le Programme conjoint « Gabon vert » (Joint SDG Fund, composante 1, finance innovante), Budget : 1 Million de dollars

Approuvé en juin 2020, il est mis en œuvre par le PNUD (Agence Lead) en collaboration avec l'UNECA et le PNUE, et le FMI et signé par le Ministère des Eaux et des Forêts. Ce programme vise à accélérer la transformation d'une économie brune en une économie verte. Il revêt une importance primordiale face aux défis post-Covid, non seulement afin de faire face à la contingence économique difficile que le pays traverse, mais aussi pour jeter les bases pour un véritable développement durable, à la fois **vert et rose (à travers une budgétisation sensible au genre)**.

### Le Programme Conjoint « Protection Sociale » (Joint SDG Fund), Budget : 2 Millions de dollars

Approuvé en 2019, il est mis en œuvre par l'UNICEF et l'UNFPA (Agences co-lead) en collaboration avec l'OMS, l'UNESCO, l'ONUSIDA et le BIT et signé avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion de la Femme. Ce programme a pris une envergure importante dans le contexte de la pandémie, en permettant de **livrer des actes de naissance à environ 4 300 personnes apatrides (3 700 dans le Grand Libreville et 600 dans la province l'Ogooué-Ivindo), y compris les filles et garçons adolescents issus des zones d'accès difficile**. Ainsi, les bénéficiaires des actes de naissance peuvent désormais avoir accès à la caisse de sécurité sociale (CNAMGS) notamment aux allocations familiales et l'assurance maladie obligatoire. Par ailleurs, **le délai de déclaration des naissances est passé désormais de 3 à 15 jours en milieu urbain**. De plus, le programme a aussi appuyé **la mise en**

**place d'un « guichet unique »** pour permettre le traitement rapide de 23 000 actes de naissance. Cette action représente une très bonne base pour la pérennisation des activités du programme ainsi que pour prévenir le phénomène de l'apatridie dans le pays, qui touche actuellement environ 10% de la population.

### Le Programme Conjoint Transfrontalier Gabon/Cameroun/Tchad « Les Jeunes tisserands de la Paix », Fond de Consolidation de la Paix (PBF), Budget : 4 Millions de dollars (dont 1.5 Millions de dollars pour le Gabon)

Approuvé par le PBF en septembre 2020, c'est le premier programme transfrontalier que L'ONU Gabon mets en place. Signé par le Ministère de la Décentralisation du Gabon, ce programme est mis en œuvre par l'UNESCO (Agence Lead), en collaboration avec l'ONU DC, l'UNOCA, le Programme VNU, et en partenariat avec la CEEAC. Il vise à mettre en place un réseau de **1 800 jeunes « tisserands de la paix » dans les régions transfrontalières du Gabon, du Cameroun et du Tchad, pour prévenir les conflits dérivants des trafics illicites dans ces zones**. Ce programme vise également à promouvoir une coopération accrue entre les 3 pays dans le cadre de la lutte contre les trafics illicites et la protection du patrimoine naturel. **Il contribuera également à faire avancer l'agenda « Jeunes, Paix et Sécurité » dans les 3 pays**. En 2020, l'équipe de gestion transfrontalière a été recrutée. Elle sera basée à Oyem (Nord du Gabon) et a œuvré pour une grande appropriation nationale au sein des 3 pays.

**Les autres 3 programmes conjoints** sont les suivants : Soutien à la protection des Droits de l'Homme Soutien au Plan sectoriel de l'éducation



nationale; Prise en charge des PVVIH et la prévention chez les jeunes et populations vulnérables.

**Dans l'ensemble**, au cours de l'année 2020, la **réponse du Système des Nations Unies s'est articulée autour des trois impératifs** que le Secrétaire Générale des Nations Unies a identifiés dans son premier cadre d'intervention Covid-19 de 2020 : **sauver des vies, protéger les personnes et reconstruire au mieux**. Tout en gardant à l'esprit le principe directeur des ODD « Ne laisser personne de côté ».

Mis à part les programmes conjoints, l'ONU Gabon a aussi grandement renforcé le travail conjoint au sein de l'équipe pays par les biais du **Cadre de riposte socio-économique des Nations Unies à la COVID-19**. Ce plan a permis d'établir des synergies et d'optimiser l'impact des ressources disponibles au sein des agences, grâce à la mise en place de 5 piliers, tels qu'envisagé dans le Cadre de Riposte à la Covid-19 du Secrétaire Général. En 2020 l'action de l'ONU Gabon s'est particulièrement focalisée sur les piliers **Santé d'abord** et **Protection Sociale**, vu l'urgence de contenir la pandémie, tandis qu'en 2021 il est prévu de redoubler les efforts en matière de relance économique.

Il est aussi important de souligner que le travail au sein des piliers a impliqué également la BM et le FMI, et a donné l'opportunité d'activer des **réunions de coordination de l'aide pour la riposte Covid-19 avec les partenaires techniques et financiers** clés dans le pays, notamment l'UE, la BAD, l'AFD, outre la BM et le FMI. Ces réunions, présidées par le Coordonnateur Résident, ont permis **une plus grande synergie** des partenaires, et une **plus grande visibilité** de l'appui fourni au Gouvernement, y inclut par les biais de l'appui budgétaire, ce qui s'est traduit par des matrices conjointes par pilier, régulièrement mises à jour et présentées au Gouvernement pour une meilleure coordination de cette aide.

Ces démarches conjointes ont renforcé l'efficacité de l'action de l'ONU Gabon, en plus de la rendre plus visible et crédible. Ceci a conduit à la **désignation du Coordonnateur Résident et du Représentant de l'OMS en tant que membres permanents de la Task Force présidentielle Covid-19**, qui rassemble

les Ministères clés du Gouvernement, ainsi qu'à la **Task Force Egalité** (Homme-Femme) présidée par Mme la Première Ministre, et en charge du suivi de la mise en œuvre de la **Stratégie nationale de la Promotion des Droits des Femmes** et de la réduction des inégalités Hommes/Femmes, adoptée en 2020.

### Résultats importants dans le cadre du SERP :



### Pilier Santé d'abord :

Renforcement des capacités de tests et impact sanitaire



La mobilisation rapide et importante de l'OMS a permis d'effectuer un premier appui logistique au Gabon par la mise à disposition de 1 000 kits de dépistages, 1 500 kits d'EPI, 250 kits d'extractions virales, deux véhicules pour le transport d'échantillons de prélèvements, 13 téléphones portables, 40 box internet et 6 tablettes dotées du système go.data, une application de collecte et de gestion des cas et cas contacts. Par la suite le premier « vol de solidarité » affrété par l'OMS a permis de doter le COPIL de 40 000 masques chirurgicaux ; 900 masques de protection ; 500 masques FFP2 ; 10 000 gants, 200 lunettes et 1 200 combinaisons.

### Partenariat tripartite stratégique BM-OMS-Gouvernement

**A travers ce partenariat stratégique tripartite entre la Banque Mondiale, l'OMS et le Gouvernement du Gabon, l'OMS a été désignée comme organisation récipiendaire d'un financement à hauteur de 6 millions de dollars de la part de la Banque Mondiale au profit du Gouvernement du Gabon afin de renforcer les structures sanitaires et de doter les unités de santé de matériels essentiels tels que des ambulances, des équipements de protection individuelle et des équipements de PCR pour renforcer la capacité de test. Grâce à cet appui important, le Gabon est devenu le deuxième pays, en matière de capacité de test la plus importante en Afrique (couvrant 15% de la population totale).** Au moment de la rédaction de ce rapport, sur environ 16 945 cas recensés dans tout le pays depuis mars 2020, le Gabon ne compte que 101 décès.

### Déploiement et Formation du personnel de santé

L'OMS en tant que partenaire majeur du Gouvernement sur le plan sanitaire a rapidement **déployé plus de 61 Staff mis à disposition de la partie nationale** et a formé plus de 1 000 personnes sur l'ensemble du territoire sur les thématiques liées à la gestion de la Covid-19.

## Pilier Protection et cohésion sociale

### Assurer l'éducation à distance

Le système scolaire gabonais a fortement été

bouleversé par la pandémie de la Covid-19.

**L'UNESCO, en collaboration avec l'UNICEF et les Ministères de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, ont assuré le déploiement progressif de l'éducation à distance pour les différents niveaux d'enseignement touchant ainsi environ 186 739 élèves et étudiants, y inclut des élèves en situation de pauvreté.**

### Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement

Grâce à une action conjointe de **l'OMS et de l'UNICEF, 355 000 personnes (y compris les populations marginalisées) ont pu avoir accès à l'eau et à l'assainissement** entre mars et Décembre 2020. Il est important de souligner que parmi les bénéficiaires, figurent **3 000 détenus de la prison centrale de Libreville**, qui jusque-là n'avaient accès à l'eau. Par ailleurs, grâce à une grande **opération d'envergure « Rentrée scolaire »**, pilotée par l'UNICEF et la Banque Mondiale, en collaboration avec plusieurs ministères (Éducation, Eau & Énergies, Santé, Intérieur, Économie et Défense), et en partenariat avec le secteur privé (DHL, SEEG, etc..), **757 établissements scolaires (soit 40% du parc scolaire du primaire et du secondaire) ont eu accès à l'eau, hygiène et assainissement**, ainsi qu'à la prévention et contrôle des infections en milieu scolaire, ce qui a permis la **protection de plus de 450 000 élèves et personnel d'enseignement et administratifs** du primaire et du secondaire sur l'ensemble du territoire national.

### Assurer la sécurité alimentaire

Afin de garantir la sécurité alimentaire aux familles vulnérables en période de Covid et de confinement, **la FAO, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage**, a lancé le programme **« Gabon Famille verte »**. Ce programme, qui vise à l'autosuffisance alimentaires des familles gabonaises qui se portent volontaires, compte aujourd'hui **15 200 familles sur tous le territoire national**, qui ont reçu des semences et qui sont en mesure, grâce à des programmes de formation en ligne, de cultiver chez eux. Mise à part l'autosuffisance alimentaire, cette initiative a aussi contribué à renforcer la cohésion sociale dans les quartiers démunis, où les jeunes oisifs se sont souvent mobilisés pour aider les familles qui prenaient part à la construction

de jardins potagers.



Agent de la FAO en appui à une femme gabonaise inscrite au programme « Gabon Familles vertes »

### Mise en place d'une ligne verte contre les violences sur enfants et basées sur le genre

UNICEF Gabon et le Ministère de la Justice, en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales et des Droits de la Femme, ont mis en place **un numéro vert gratuit # 1412 pour signaler des cas de violence faites aux enfants et de violences sexuelles et autres formes de violences basées sur le genre (VBG)**. Cette ligne verte servira également aux mécanismes de lutte contre les violences en milieu scolaire. En seulement un mois d'existence, **plus de 1 000 signalements ont été reçus et renvoyés auprès de services compétents**. L'un des succès de la mise en place du numéro vert réside dans la valorisation d'une approche système et multisectorielle. En effet, à partir d'un signalement reçu, les différents maillons de la chaîne de la

protection des enfants sont activés et mettent en œuvre les services sociaux, la police, la justice, la santé et l'appui psycho-sociale.

**Dans l'ensemble**, malgré les difficultés engendrées par la pandémie, y inclut et surtout, la difficulté de s'adapter à la modalité du télétravail qui demeure une réalité constante pendant la pandémie, **en 2020 les agences au sein de l'ONU Gabon ont finalement travaillé mieux ensemble, à travers un plus grand nombre d'initiatives conjointes**, ce qui s'est traduit par une mobilisation importante de fonds et un taux de mise en œuvre plus élevé qu'en 2019. Par ailleurs, grâce à la modalité du télétravail, en 2020 **un certain nombre d'agences non-résidentes ont pu être mieux intégrées au travail de l'ONU Gabon**, notamment par le biais de leur participation aux réunions de l'UNCT+, au travail conduit au sein des piliers du SERP et aux programmes conjoints.

**A travers la mise en œuvre du SERP, l'ONU Gabon a atteint des résultats tangibles, permettant à l'équipe pays de se repositionner comme un partenaire crédible et de confiance vis-à-vis du Gouvernement et des PTFs**. Le SERP a aussi permis de jeter les jalons pour le futur Cadre de Coopération qui sera élaboré en cours de 2022, à travers notamment l'analyse de l'impact socio-économique de la Covid-19 et l'identification des nouvelles priorités dans les secteurs sociaux et économiques du pays, dans la perspective de l'accélération de l'atteinte des ODD et des objectifs de l'agenda 2063 de l'UA.



Une femme gabonaise inscrite au programme « Gabon Familles vertes »



## 2.2 Priorités, résultats et produits du Cadre de Coopération

La crise économique qui a commencé en 2014 a obligé le Gouvernement Gabonais de revoir sa stratégie économique nationale et d'opter pour une diversification de son économie encore trop dépendante du secteur pétrolier. Depuis l'apparition du premier cas de Covid-19 dans le pays en mars 2020, le Gouvernement a pris des mesures précoces et résolues pour contenir la pandémie (couvre-feu, confinements, renforcement des capacités sanitaires, etc.). Il a notamment rapidement mis en place le **Plan National de Riposte à la Covid-19** dont le but est de rompre la chaîne de transmission du virus en vue de protéger les populations contre les impacts d'une éventuelle propagation de la maladie. Dans un deuxième temps, Le Plan National de riposte sanitaire a été élargi, en englobant **des mesures de résilience économique, sociale et macroéconomique** (à hauteur d'environ 700 millions de dollars). Cependant la mise en place de certaines de ces mesures a été ralentie ou n'a pas vu la lumière du jour à cause de difficultés de planification et lenteur dans le décaissement des fonds.

Par ailleurs, **au niveau régional**, suite à l'apparition de la pandémie dans la région de l'Afrique centrale, **la CEEAC a adopté une « Stratégie de lutte contre la Covid-19 et ses implications en Afrique Centrale »** au mois de juin 2020. Cette stratégie met en exergue l'action rapide des 11 pays membres de la CEEAC afin d'harmoniser la mise en œuvre des lignes directrices de l'OMS dans la sous-région, et notamment : coordonner la limitation des mouvements transfrontaliers des personnes et des marchandises, la mitigation de l'impact négatif des mesures sanitaires, la mobilisation de la société civile et du secteur privé pour faire face aux menaces de la pandémie.

Dans le but d'appuyer les efforts du Gouvernement et en conformité avec le Plan de la CEEAC, l'équipe

des Nations Unies a organisé son action commune pour l'année 2020 autour du **Cadre de riposte socio-économique à la Covid-19**, qui se base sur le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies intitulé « Responsabilité partagée, solidarité mondiale : Répondre aux impacts socio-économiques de la Covid-19 », et qui répond aux nouveaux défis posés par la pandémie en termes d'**« urgence de développement »**. La priorité d'accélérer l'atteinte des ODD reste le fil conducteur du plan de travail commun des Nations Unies. Ainsi, Les Nations Unies ont adapté leur cadre d'intervention en s'organisant autour des **cinq grands piliers** qui structurent la riposte des Nations Unies au niveau mondial<sup>1</sup> :

- 1) Santé d'abord
- 2) Protection Sociale
- 3) Relance économique
- 4) Réponse macroéconomique et coopération multilatérale
- 5) Cohésion sociale et résilience communautaire

Cette nouvelle organisation de la structure a permis le développement et la mise en œuvre de programmes et d'initiatives conjointes.

Ainsi, mis à part les résultats déjà cités plus haut, **les Nations Unies ont pu achever des résultats importants dans les domaines suivants :**

### Santé d'abord

Dans le cadre de la continuité des services essentiels, grâce à l'appui de l'OMS et l'UNICEF, **81 structures de santé ont pu maintenir leurs services essentiels malgré les interruptions dues la Covid-19**. Grâce à une campagne soutenue, **28 000 enfants ont bénéficiés des séances de rattrapage de vaccination** par le biais de services de proximité mobiles sur 23 départements.

<sup>1</sup> En mars 2020, le Secrétaire général des Nations Unies a publié son rapport « Shared responsibility, global solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVID-19 ».

Dans le cadre de la riposte à la Covid-19, l'OMS, l'UNICEF et le FNUAP ont fourni 100 000 masques aux communicateurs et aux points focaux des églises de Libreville. Le Partenariat stratégique et innovant entre la Banque Mondiale, l'OMS et le Gouvernement gabonais a contribué à renforcer les capacités sanitaires nationales en dotant le Gabon de 10 ambulances médicalisées (couvrant tous les départements sanitaires) et des équipements de laboratoires (EPI, frigos, PCR).

### Cohésion sociale

Grâce à un plaidoyer soutenu du BIT, le Gouvernement est en train de mettre en place **un dialogue social tripartite (Gouvernement, employeurs et employés)** pour la première fois dans le pays. La mise en place d'un tel cadre est rendue encore plus urgente dans le contexte de la relance socio-économique post-Covid. Ce cadre revêt également une importance cruciale afin de **redéfinir le contrat social** et jeter des bases durables pour une cohésion sociale accrue dans le pays.

Par ailleurs, grâce aux interventions du **Programme conjoint qui renforce les institutions des Droits de l'Homme** en partenariat avec l'Union Européenne, le Gabon s'est doté pour la première fois d'un **Mécanisme national de dialogue et d'échange auquel participent la société civile, le Ministère de la Justice et la Commission Nationale des Droits de l'Homme**, se réunissant sur base hebdomadaire. Le Programme a aussi permis de former 150 membres de la police judiciaire dans 3 provinces sur les droits des détenus, ainsi que de renforcer les capacités de 15 ONG en matière de documentation sur les violations des droits humains.

### Actions en matière de lutte contre les inégalités basées sur le genre

En 2020, l'ONU Gabon a appuyé le Gouvernement Gabonais pour le lancement **des initiatives phares** en matière égalité des sexes, et notamment :

**La mise en place du chapitre gabonais du Réseau des Femmes Leaders Africaines : (AWLN):** Le bureau exécutif de AWLN Gabon a été inauguré le 3 décembre 2020 en la présence de Mme la Ministre des Affaires Sociales et des Droits de la Femme, le

RC, le Représentant de l'UNFPA, ainsi que d'autres partenaires. **Composé de 12 femmes leaders issues de milieux divers**, le bureau exécutif est présidé par Mme Honorine Nze Biteghe, magistrat hors hiérarchie, ancienne ministre de la promotion de la Femme, Présidente de L'Observatoire des droits de la femme et de la parité (ODEFPA).

**Adoption des Plans d'action la Politique Nationale Genre et de la Stratégie nationale 1325 :** Élaborés en Janvier 2020, avec notamment l'appui de l'UNOCA, ces plans ont été adoptés par le Comité National Intersectoriel Genre sous la direction de Mme la Ministre des Affaires Sociales et des Droits de la Femme au mois de mars. Ces plans, qui portent sur trois axes, à savoir l'inclusion, la justice et la sécurité, se trouvent actuellement sous la révision du Parlement. Une fois approuvés, ils vont prendre forme de loi.

**Adoption du Rapport national Beijing + 25 :** Le FNUAP a appuyé le Gouvernement dans l'élaboration et validation du rapport national pour la prise en charge des victimes de violences basées du le genre (VBG) ainsi que dans la validation de la **nouvelle loi contre les violences faites aux femmes**.

Par ailleurs, dans le cadre du SERP, les résultats les plus probants en matière de protection des femmes en temps COVID-19 inclut :

**Violences faites aux femmes :** Accompagnement des femmes victimes de VBG en temps de COVID Protection des enfants (y inclut des jeunes filles) et des femmes victimes de traite

**Éducation :** Renforcement de l'éducation à la santé sexuelle et reproductive dans l'enseignement primaire et prévention des grossesses précoces et du VIH / Sida chez les jeunes

**Santé :** Approvisionnement en produits contraceptifs (7 millions) et de santé maternelle des structures de santé.

Malgré les défis importants que la pandémie pose pour l'atteinte des ODD d'ici 2030, ceux-ci restent au cœur des stratégies de développement du pays.

En 2020 l'ONU Gabon était aussi parmi les premiers pays qui ont publié leurs données sur la nouvelle

plateforme de reporting des Nations Unies UNINFO <https://gabon.un.org/fr/sdgs>. Grâce a cette plateforme, le Gouvernement, les populations et les partenaires ont désormais accès aux données sur les

activités des Nations Unies au Gabon en temps réel, ce qui contribue grandement à la transparence, la redevabilité et la visibilité de l'ONU Gabon. **Nations Unies en fonction des ODD en 2020 :**

Figure 1 Graphique de répartitions des ressources de l'ONU par ODD (source : UNINFO)



Tandis que le graphique ci-dessus indique la répartition des ressources financière par ODD :

Figure 2 Tableau de répartition des ressources de l'ONU par ODD

Objectif de développement durable	Pourcentage des ressources annuelles disponibles	Montant (Dollars)
3. Bonne Sante et bien-etre	41%	16,972,617
17. Partenariats pour la realisations des objectifs	14%	5,742,571
1. Pas de pauvreté	9%	3,584,308
4. Éducation de qualité	8%	3,242,420
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	7%	2,917,204
9. Industrie, innovation et infrastructure	4%	1,595,849
8. Travail décent et croissance économique	4%	1,561,146
5. Égalité entre les sexes	4%	1,535,858
2. Faim zéro	3%	1,280,370
16. Paix, Justice, Institutions efficaces	3%	1,187,173
15. Vie terrestre	2%	961,644
11. Villes et communautés durables	1%	340,668
10. Inégalités réduites	1%	288,073
14. Vie aquatique	1%	246,863
12. Consommation et production responsable	0,30%	126,423
6. Eau propre et assainissement	0,28%	103,079



Comme on aurait pu l'anticiper, les figures ci-dessous montrent que **l'ONU Gabon a investi la plupart de ses fonds en 2020 dans le domaine de la santé (ODD 3) à cause de la pandémie, et pour avancer les partenariats stratégiques (ODD 17)** pour une mobilisation de ressources accrue afin d'appuyer la relance socio-économique.

En effet, **40,73% des dépenses annuelles ont été orientées vers l'ODD 3** soit **16 972 617 de dollars**. Cet investissement a permis un renforcement important de la carte sanitaire nationale. En ce qui concerne l'**ODD 17, 13,78% des ressources annuelles ont été affectée à la mise en place de «partenariats pour la réalisation des objectifs»**. La pandémie a engendré l'opportunité, voir la nécessité de mobiliser des partenariats stratégiques, tels que le partenariat entre la BM, l'OMS et le Gouvernement, le partenariat entre le PNUD et le FMI dans le cadre du projet « Économie Verte », la BM et l'UNICEF dans le cadre de l'opération rentrée scolaire. Il est anticipé que ces partenariats innovants auront des effets en cascade sur tous les autres ODD.

Malgré de nombreux efforts pour parvenir à redresser une économie déjà fragilisée par les précédentes crises économiques, il reste cependant des **défis à relever pour « reconstruire mieux »** :

#### L'accélération de la transformation de l'économie

À la suite de la pandémie, il est impératif **d'accélérer la transition de l'économie brune vers une économie verte (et numérique)** qui privilégie le secteur agro-forestier et les NTIC comme leviers de croissance. Cette priorité, qui figurait déjà dans la Stratégie de développement du Gabon (le PSGE), est devenue maintenant l'élément central du Plan National d'Accélération et Transformation de l'économie nationale (PAT). Dans ce cadre, **le défi pour l'ONU Gabon est de se doter des capacités et expertises nécessaires pour faire la différence dans les domaines de l'économie verte et digitalisation**. Pour l'instant, le SNU dispose du programme conjoint INFF vert (SDG Fund-Composante 1) en cours d'exécution, qui représente un premier pas vers la mise en place d'un cadre et modèle de financement pour l'économie verte dans les pays. Cependant, beaucoup reste à faire dans

les domaines de l'économie verte et digitale en ce moment crucial post-COVID.

#### La mise en place d'une stratégie de lutte contre la pauvreté

**L'augmentation du taux de pauvreté à 32 % à la suite de la Covid-19 est alarmante pour un pays à revenu moyen, tranche supérieure, comme le Gabon**. Cela contribue à creuser de plus en plus les inégalités dans le pays. Le défi est donc le développement et la mise en œuvre d'une **Stratégie de lutte contre la pauvreté, avec une forte composante genre, sans laquelle la relance socio-économique du pays ne pourra pas aboutir**. Là aussi, le défi pour les Nations Unies est de se doter des capacités nécessaires, en tant que « ONE UN » pour appuyer le Gouvernement de façon cohérente et efficace dans le développement et mise en œuvre d'une telle stratégie.

#### Le développement du secteur privé et les partenariats innovants publics privés

Les résultats préliminaires de la cartographie des flux financiers, réalisé dans le cadre du projet INFF vert, montrent que **les recettes publiques et l'investissement commercial national sont en déclin structurel tandis que les flux d'IDE ont marqué une forte tendance à la hausse au cours des dernières années**. Cependant, ils se limitent encore trop aux secteurs des ressources extractives. Afin de diversifier les sources de financements, qui dans le passé provenaient surtout du secteur public, **une plus grande implication du secteur privé est nécessaire** afin que celui-ci devienne un acteur de la transformation de l'économie par les biais d'initiatives innovantes et durables. **Le défi pour le SNU est de se doter des capacités de jouer un rôle de levier pour mobiliser des partenariats innovants et stratégiques avec le secteur privé dans les secteurs clés du développement du pays, comme l'économie verte et la digitalisation**.

L'année 2020 a été une année particulièrement négative en termes de développement inclusif. Comme dans le reste du monde, la pandémie a eu des effets néfastes au Gabon sur les catégories de personnes déjà marginalisées et a créé plus de poches de pauvreté et de marginalisation

notamment féminine. **Malgré un PIB par tête parmi les plus élevés du continent**, le Gabon présente un profil de développement humain qui est certes élevé mais demeure entravé par la dégradation des conditions de vie des populations. En effet, avec une incidence sur la pauvreté d'environ 33% surtout en milieu urbain, aggravée par les conséquences de la crise sanitaire actuelle, **le Gabon est classé au 119<sup>e</sup> rang de l'Indice de Développement Humain (IDH) en recul de 5 places par rapport à la situation pré-Covid.**

Si les efforts en matière sociale ne sont pas redoublés, la Covid-19 risque de faire reculer davantage l'IDH, qui a déjà reculé de 22.5% en tenant compte des inégalités existantes dans le pays. En ajustant son IDH aux inégalités de genre et de revenus notamment, le Gabon obtient un indice de 0,54 contre 0,70. Ce décalage reflète les défis auxquels il faut urgemment faire face pour améliorer le développement humain tout en réduisant les pressions exercées sur la planète.

Sous le pilier Protection Sociale, **l'ONU Gabon a redoublé ses efforts pour accompagner le Gouvernement et la société civile à travers son appui aux groupes les plus marginalisés, en réalisant les progrès suivants** en matière de LNOB:

- En partenariat avec le PNUD et l'UNICEF, l'ONUSIDA a couvert **1600 personnes vulnérables vivant avec le VIH/SIDA à travers la charge virale et l'examen de génotypage**
- L'ONUSIDA a également renforcé les capacités de 63 leaders communautaires à Makokou et Mekambo dans la province de l'Ogooué-Ivindo.



Mission de terrain du FNUAP et ONUSIDA dans le cadre du renforcement des capacités des leaders communautaires à Makokou et Mekambo.

- Sur les 15,200 familles adhérentes au programme **Gabon Famille verte** mis en place par la FAO, **la majeure parties (85%) sont des femmes, et plus que la moitié (environ 60%) sont de familles en situation de pauvreté**, tandis que 30% de familles sont de classe moyenne et 10% de familles sont aisées.
- **680 détenus ont reçu une amnistie** par le Président de la République, grâce à une intervention conjointe du Coordonnateur Résident et le HCDH
- **120 enfants victimes de traite ont été pris en charge** grâce à l'appui de l'UNICEF et de l'OIM

Grâce à l'appui conjoint de la Banque Mondiale, l'UNFPA et l'UNICEF, **l'Agence nationale des statistiques a produit des rapports portant sur l'impact de la Covid-19 sur les conditions de vie des ménages, y compris des données sur les violences basées sur le genre.** Sur la base de ces données, l'UNFPA a renforcé les capacités de 27 membres des ONG travaillant dans le domaine des VBG, et sensibilisé 7 050 personnes, qui ont participé ainsi aux efforts de réduction des violences au sein des ménages.

Malgré de nombreux efforts pour assurer la protection sociale des personnes les plus marginalisées en temps de Covid, **les défis suivants restent à surmonter afin de pouvoir assurer une véritable politique d'inclusion de ces groupes :**

**La collecte des données :** malgré la petite taille de la population gabonaise (environ 1.7 Millions d'habitants) et une forte urbanisation (90% de la population gabonaise se trouve dans la capitale Libreville), le pays rencontre des défis dans la collecte de données statistiques, notamment relatives aux groupes vulnérables et marginalisés.

**Difficulté d'atteindre les populations marginalisées en temps de Covid :** À cause des confinements, couvre-feu et mesures barrières pour éviter la propagation du virus dans les provinces, beaucoup moins équipées en matière sanitaire, les activités de sensibilisation des populations reculées ont subi un grand ralentissement. Le défi ici est de garantir que toutes les activités dans ce domaines puissent être à preuve de Covid-19 afin d'être maintenues.

**Ralentissement des campagnes de vaccination :**

Avec la pandémie, la vaccination des enfants de moins de 5 ans a ralenti davantage. Pour contrer la tendance baissière de la vaccination, l'UNICEF et l'OMS ont appuyé les autorités sanitaires dans 5 districts ayant de faibles couvertures, à travers des activités intensifiées de vaccination dans le but de **couvrir 51 districts sanitaires et 30 000 enfants (soit 42% des enfants 0-11 mois) de moins d'un an qui n'ont pas été vaccinés. La première phase, organisée dans 23 Districts Sanitaires a permis de couvrir 25 000 enfants de moins d'un an. L'absence d'un programme conjoint de l'ONU "genre" d'envergure pour faire face à l'augmentation des VBG et la protection des**

**femmes, notamment dans le secteur informel,** en ligne et en complémentarité avec la Stratégie Nationale égalité dans le pays.

**Faiblesse de réseaux de la société civile :** le Gabon dispose d'un nombre limité de réseaux de la société civile sur lesquels s'appuyer pour des opérations de protection sociale de vaste envergure. Par ailleurs, pas toutes les organisations de la société civile comprennent le besoin de ne pas rentrer dans les jeux politiques afin de véritablement garder un rôle neutre et donc plus crédible au sein de la société.



Livraison de la dotation en équipements pour le COPIL du premier vol affrété par l'OMS dans le cadre de la riposte immédiate à la COVID-19.

## 2.3 Soutien aux partenariats et financement de l'agenda 2030

En dépit des progrès importants réalisés dans l'atteinte de certains ODD, notamment dans l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, l'environnement, l'énergie et l'égalité des sexes, en 2020 la pandémie a mis en exergue l'impérieuse nécessité de mobiliser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de solutions intégrées pour une transformation économique structurelle, qui vise aussi à réduire les inégalités et la pauvreté qui en découle.

**En effet, le financement des ODD au Gabon reste insuffisant et soumis aux aléas du marché international des matières premières, dont le pétrole.** Cela nécessite la mise en place de partenariats stratégiques et innovants.

Afin de relever le défi le plus important pour le Gabon aujourd'hui et notamment la transformation d'une économie « brune » à une économie « verte », le programme conjoint « **Cadre de Financement Intégré d'une transition rapide et soutenable de l'Économie brune vers l'Économie Verte** », mis en œuvre par le PNUD, en collaboration avec l'UNECA et le PNUE, utilise comme levier **le potentiel énorme en termes d'économie verte au Gabon.** Ce programme conjoint hautement novateur a établi **un partenariat très important avec le FMI.**

En effet, la forêt gabonaise, partie intégrante du bassin du Congo qui est le deuxième poumon de la planète après l'Amazonie, constitue une énorme banque de 70 milliards de tonnes de carbone, sur une superficie de 21 millions d'hectares. Elle concentre l'une des biosphères les plus diversifiées

et intacte au monde. **Le Gabon a sanctuarisé 11% de son territoire pour la conservation et la protection de la nature à travers les 13 parcs nationaux.**

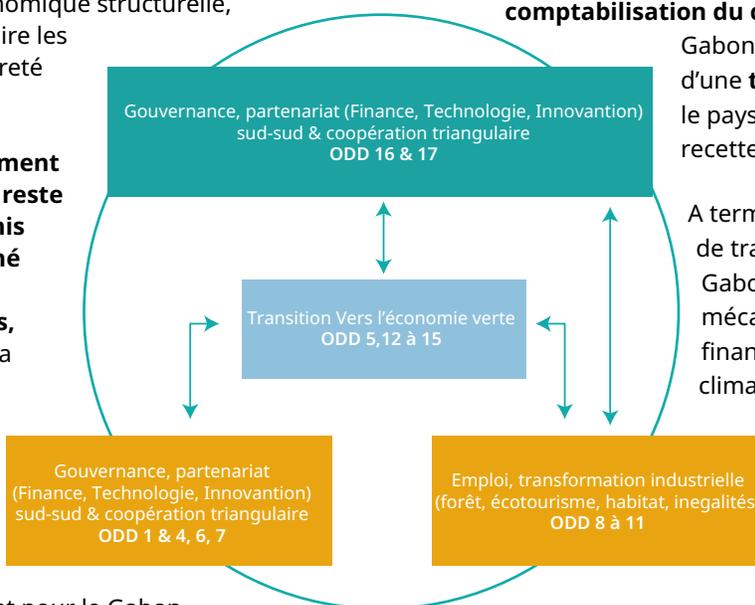
Le programme porte sur 3 axes : la réalisation d'une **cartographie de flux financiers** dans le pays ; la **comptabilisation du capital naturel** du Gabon ; le développement d'une **taxation verte** dans le pays pour en améliorer les recettes.

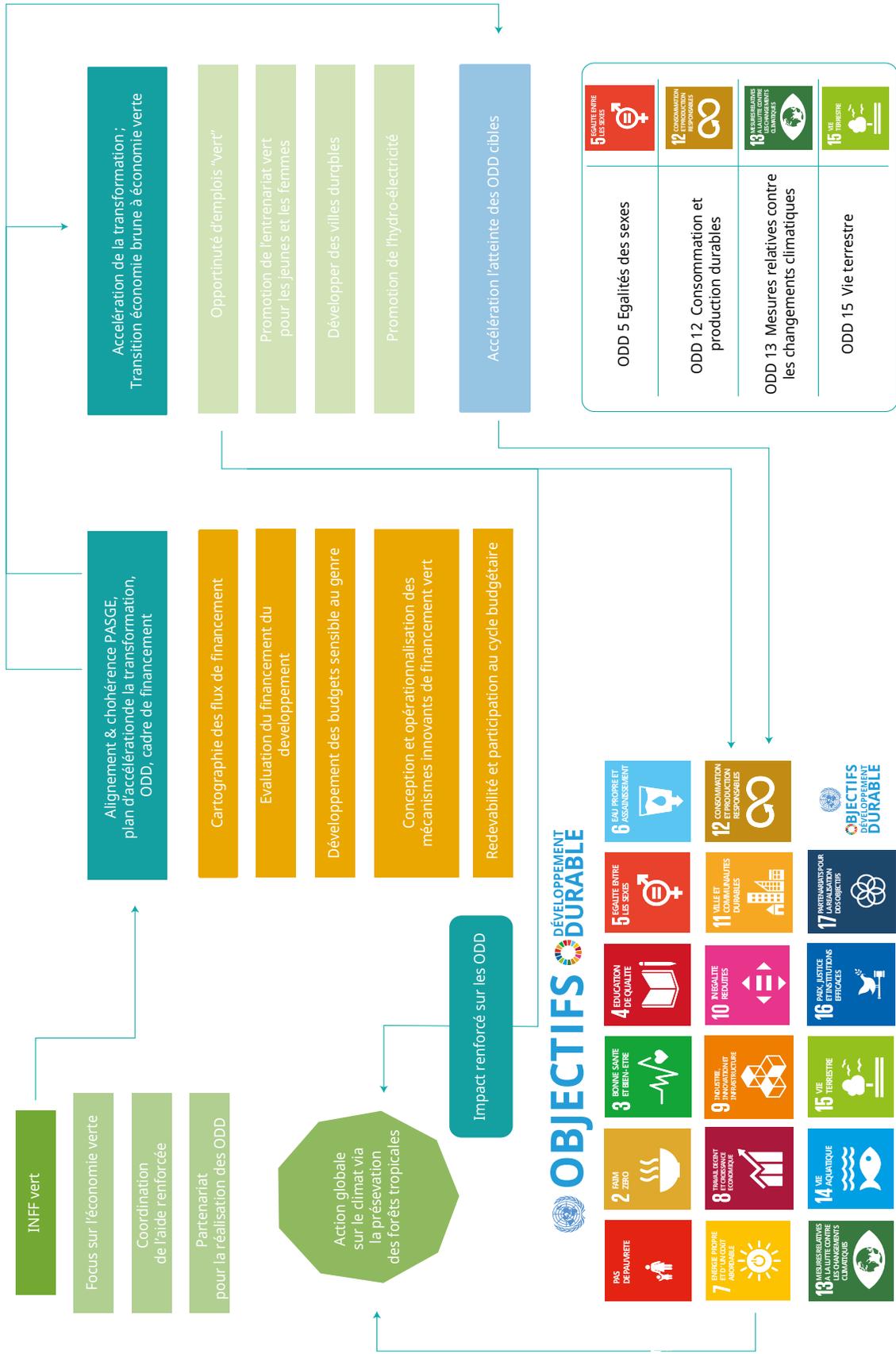
A terme, ces trois chantiers de travail permettront au Gabon d'identifier des mécanismes novateurs de financement, notamment climatique (green bonds, blue bonds, blended finance, etc.), ainsi que des filières porteuses pour une économie verte conformément aux

priorités nationales notamment la vision « Gabon vert » du Président de la République. Le financement initial aura une **fonction de catalyseur** pour d'autres financements importants

dont **le déclenchement des décaissements à hauteur de 150 Millions de dollars que le Gouvernement de la Norvège s'est engagée à verser au Gabon** dans le cadre du CAFI II pour la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre due à la déforestation, sur une période de 10 ans.

**En mettant l'accent sur les ODD 12, 13, 15 et 17, ce programme vise in fine à accélérer la réalisation des autres ODD à travers des effets en cascade,** comme indiqué dans les schémas suivants :





Par ailleurs, ce programme vise également à approfondir la coopération sud-sud du Gabon en matière d'économie verte, notamment avec des pays tels que le Kenya, les îles Maurice, les Seychelles, le Costa Rica, qui ont des expériences avérées en matière d'économie verte.

En 2020, **un cadre de gouvernance du programme conjoint a été progressivement mis en place** avec trois organes : comités de pilotage, un comité technique et une équipe spécialisée en INFF verts qui est opérationnelle et qui sera placée au sein du

Gouvernement en 2021. Afin d'assurer une forte appropriation nationale, **une équipe INFF vert composée par un Coordonnateur National et un expert en suivi évaluation a été mise en place** et sera déployé auprès de la partie nationale en 2021.

En 2020, l'activité phare du programme a été la **cartographie de flux financiers**.

Selon les résultats préliminaires, cette cartographie montre la situation suivante :

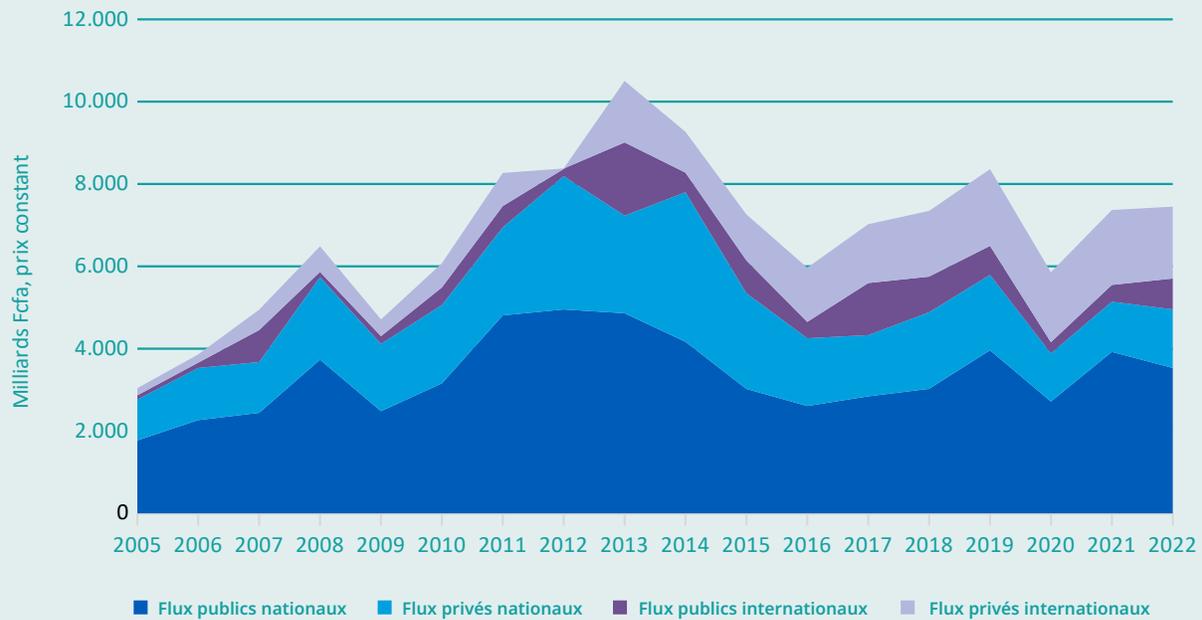
	PUBLICS	PRIVÉS
NATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recettes pétrolières</li> <li>• Recettes non-pétrolières</li> <li>• Emprunts intérieurs publics et garantis publics</li> <li>• Fond souverain</li> <li>• Partenariats public-privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements domestiques</li> <li>• Emprunts privés domestiques</li> <li>• Responsabilités des entreprises</li> <li>• ONG domestiques</li> <li>• Organisations philanthropiques</li> </ul>
INTERNATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide publique au développement :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Dons</li> <li>◦ Emprunts</li> </ul> </li> <li>• Emprunts publics extérieurs :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Concessionnels</li> <li>◦ Non-concessionnels</li> </ul> </li> <li>• Coopération Sud-Sud</li> <li>• Fonds climatiques</li> <li>• Fonds verticaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements directs étrangers</li> <li>• Investissements de portefeuille</li> <li>• ONG Internationales</li> </ul>

Source : DFA Gabon

La cartographie montre qu'à partir de 2014 le panorama de financement du développement est plutôt mitigé. Entre 2005 et 2013 : on enregistre une augmentation du financement du développement

poussée par les sources publiques et privées. **Dès 2014 : on observe une dégradation des finances publiques non compensées par l'augmentation des flux internationaux.**

Figure 2 Évolution du financement du développement au Gabon  
(milliards de Fcfa, prix constant)



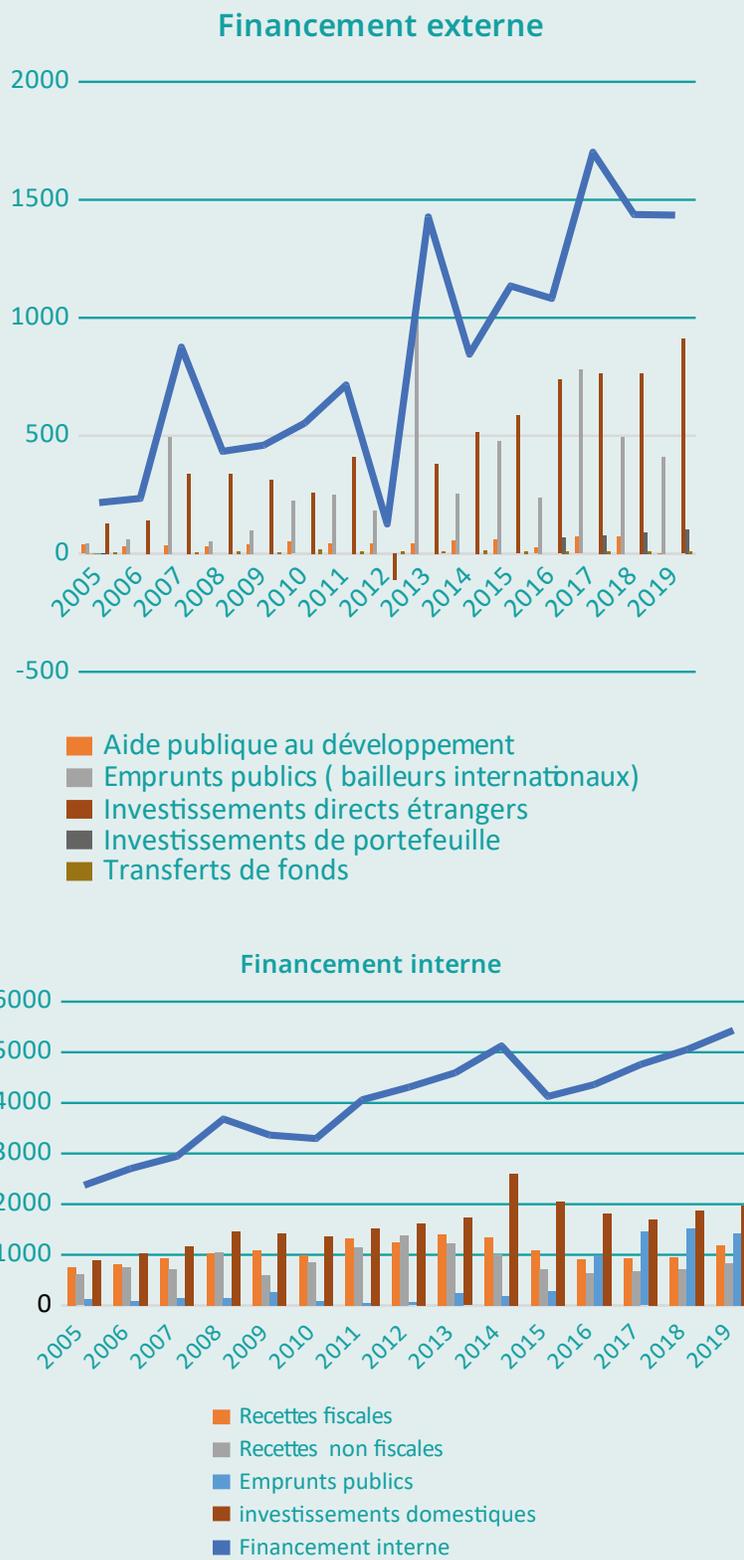
Sources : DFA Gabon

La structure des flux montre que le financement intérieur se concentre majoritairement autour des recettes intérieures (50% en moyenne), des investissements domestiques (40% en moyenne) et des emprunts publics (10% en moyenne). L'État joue un rôle majeur dans la redistribution des revenus en décidant des dépenses publiques consacrées aux infrastructures, aux services sociaux, à la lutte contre la pauvreté et même à des prises de participations dans des entreprises jugées stratégiques.

Le financement extérieur se concentre autour des investissements directs étrangers (45,9%) et

des emprunts publics (42,2%). L'Aide publique au Développement (APD), les investissements de portefeuille et les transferts de fonds ne représentent respectivement que 8,5%, 1,6% et 1,8% en moyenne annuelle sur la période. Ces premières analyses révèlent une concentration des flux de financement autour des recettes budgétaires et une faible contribution de l'APD. **En raison du choc de la Covid-19, le financement de développement s'est amenuisé au cours de l'année 2020, ce qui a conduit au rétrécissement de l'espace budgétaire et a un recours plus prononcé à l'emprunt pour financer le gap de ressources.**

Figure 3 Évolution de la composition du financement (source:DFA)



**La pandémie Covid-19 a amplifié la baisse des flux de financements intérieurs.** L'augmentation des dépenses publiques, née des besoins liés au soutien de l'activité économique pour faire face à la crise économique, **a été financé principalement par l'émission de dette avec le soutien des donateurs.**

Dans le cadre du Cadre National de Financement Intégré (CNFI), la forte réaction aux crises expose le pays à des pressions importantes en termes de capacité du budget à subvenir aux besoins d'investissement publique ainsi que la soutenabilité de la dette publique.

En ce qui concerne **la comptabilisation du capital naturel**, des activités de sensibilisation des ministères clés concernés ont démarrés en 2020, ce qui prépare le terrain pour la mise en place d'un groupe technique que va conduire cet exercice important en 2020. Par ailleurs des études sur l'économie verte ont démarrés, visant à définir les voies par lesquelles le pays puisse accéder davantage à la **finance climatique**, mettre en place des mécanismes de **fiscalité verte**, promouvoir des modèles **d'économie circulaire**, pour accélérer la relance socio-économique du pays.



## 2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience des Nations unies

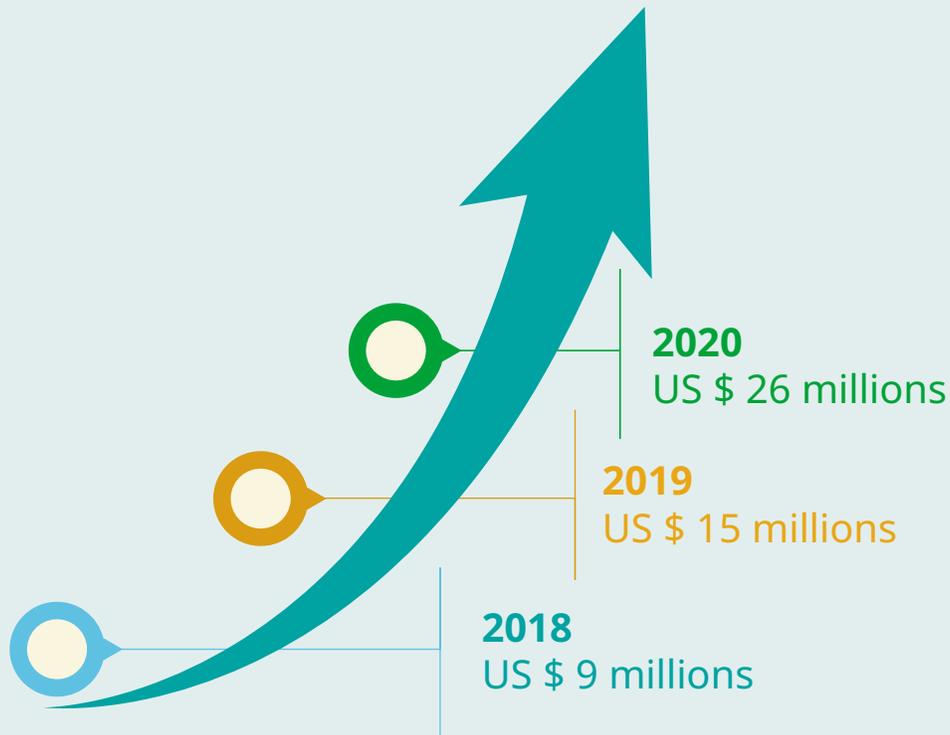
Entrée en vigueur le 1er janvier 2019, **la réforme du Système des Nations Unies a permis une meilleure coordination entre le Bureau du Coordonnateur Résident (dissocié du PNUD) et les Agences (résidentes et non résidentes)** faisant partie de l'équipe pays du Gabon y inclut dans le domaine de la mobilisation des fonds pour des programmes conjoints, avec **un rôle plus important des agences non-résidentes (HCDH, UNECA, PNUE, BIT) ainsi que des agences de plus petite taille (ONUDC, OIM, HCR, UNFPA, ONUSIDA)**. Grâce au leadership du Coordonnateur Résident, la réforme a aussi permis de **renforcer le nexus entre le domaine du développement et le domaine de la consolidation de la paix**, notamment avec une collaboration accrue avec l'UNOCA, y inclut dans le cadre du premier programme conjoint transfrontalier au Gabon financé par le PBF.

Cette réforme, ainsi que le leadership du Coordonnateur Résident et de l'Equipe Pays, ont aussi permis **une augmentation significative des programmes conjoints de l'ONU Gabon** qui en

2020 en compte déjà 6, ce qui n'est pas négligeable compte tenu de la petite taille du bureau du Gabon. Rien qu'en 2020, l'ONU Gabon a pu obtenir des financements très stratégiques pour 2 programmes conjoints phare, à savoir : le Programme conjoint « Gabon vert » (JSDG Fund) et le Programme conjoint transfrontalier Gabon/Cameroun/Tchad « les jeunes tisserands de la paix » (PBF).

À ces deux programmes s'ajoute l'approbation de deux notes conceptuelles conjointes sur la **gestion de la migration mixte et de la lutte contre la criminalité organisée dans le domaine de la traite des êtres humaines et notamment les enfants**. Dans ce cadre, l'ONU Gabon a pu mobiliser des ressources du **Fond fiduciaire de la sécurité humaine (HSTF) à hauteur de 300 000 dollars** pour un programme national ainsi que du **MPTF Migration pour un programme transfrontalier avec le Togo, à hauteur de 2.2 Millions de dollars**. Ces deux programmes contribuent à la mise en œuvre des pactes nationaux pour les réfugiés et la migration.

En l'espace de trois ans, l'ONU Gabon a triplé son budget :



Croissance encourageante continue des ressources de développement mobilisées par l'ONU Gabon

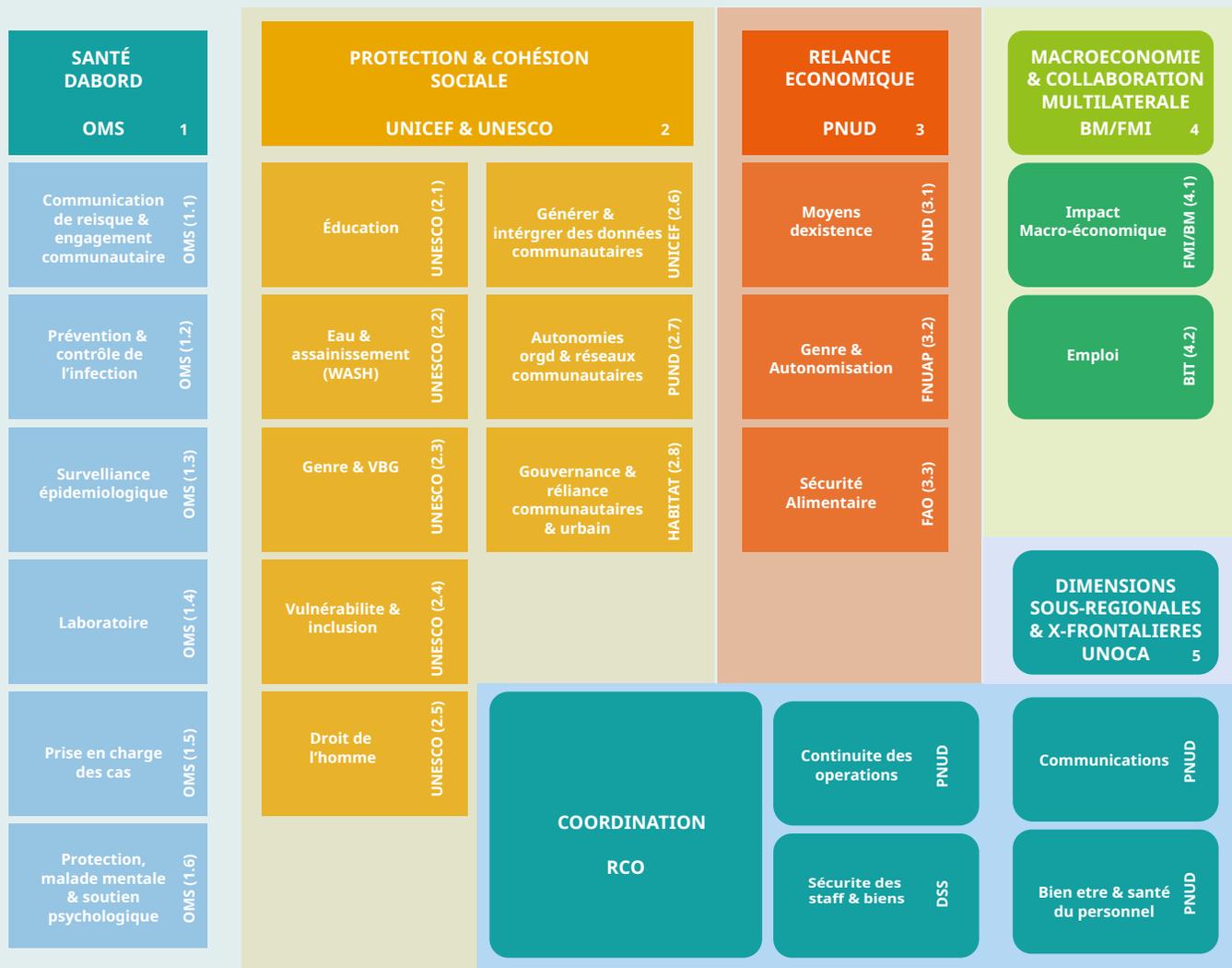
Malgré cela, et compte tenu des nouveaux défis et niches pour les NU suite à la crise de la Covid-19, afin de faire face d'une façon efficace et par des activités d'envergure aux nouveaux défis dans le domaine du développement durable qui découlent de la pandémie, **il serait bien de revoir la configuration actuelle de l'ONU Gabon afin d'accroître l'expertise dans des domaines clés, telles que l'économie verte et la digitalisation, les droits des femmes, ainsi que dans la mise en place de partenariats stratégiques, notamment avec le secteur privé.**

À l'instar d'autres pays, à la suite de l'apparition de la pandémie, l'ONU Gabon a revu le PNUAD en cours afin de répondre aux nouveaux défis de la pandémie. Tout d'abord, sous le leadership du RCO, l'ONU Gabon a effectué **un exercice de**

**criticité des programmes "light" qui a permis une réorientation rapide des activités prévues pour 2020**, afin de faire face à la pandémie. Afin d'appuyer les efforts du gouvernement dans le cadre de son Plan National de riposte à la Covid-19, l'ONU Gabon a aussitôt développé la version intérimaire du Cadre de riposte socio-économique à la Covid-19 immédiate à la Covid-19 (SERP). En ligne avec le cadre du SG « Responsabilité partagée, solidarité mondiale : Répondre aux impacts socio-économiques de Covid-19 », **l'ONU Gabon a structuré son action autour des cinq piliers** proposés dans le cadre.

Le schéma ci-dessous montre la structure organisationnelle à travers laquelle l'ONU Gabon a travaillé depuis le début de l'épidémie en mars 2020 :

## STRUCTURE DE LA RIPOSTE COVID-19 DES NATIONS UNIES AU GABON



Ainsi structuré, le Système des Nations Unies au Gabon a, entre mars et août 2020, affecté **un total de US\$12.5 millions à des interventions urgentes de riposte Covid-19**, repartis de la façon suivante : **une réallocation rapide de US\$2 millions** (i.e. environ 20% du budget global déjà disponible en 2020) pour des activités urgentes de réponse à la COVID-19. De plus **un montant additionnel de US\$10.5 millions de dollars supplémentaires** a été mobilisé (dont US\$ 6 millions provenant de la Banque Mondiale pour l'achat des équipements et intrants sanitaires d'urgence). Par ailleurs, à la demande du gouvernement gabonais, **le**

**Coordonnateur Résident a activé, une structure légère de coordination de la riposte Covid-19, impliquant d'autres parties prenantes actives dans le domaine à savoir : le FMI, la BM, l'UE, la BAD, la BEI.** Ces réunions ont permis de remplir des matrices regroupant toutes les initiatives de l'ONU et des PTFs clés selon les 5 piliers, ce qui a permis de renforcer les synergies entre l'action de l'ONU et des PTFs. Ces matrices ont été présentés au Gouvernement. Cet exercice a permis d'**améliorer la visibilité et la transparence** vis-à-vis du Gouvernement, tout en renforçant **la crédibilité** de l'ONU et des partenaires en cette période de crise.

Pour la première fois, l'ONU Gabon a adopté sa **stratégie d'opérations commerciales (BOS)** en 2020. La mise en place du BOS représente pour le système des Nations Unies au Gabon une étape fondamentale dans le processus de renforcement de la cohérence et de l'harmonisation de ses interventions dans le pays en vue de la mise en œuvre de l'«**Agenda d'efficience**» lancée par le Secrétaire General des Nations Unies.

**Le BOS 2.0, qui couvre la période de 2021 à 2025, vise à harmoniser et à simplifier certains services opérationnels dans les domaines des achats, des locaux communs, de l'information et de la communication Technologie (TIC) ; des ressources humaines et de l'administration & logistique.**

Il introduit des solutions innovantes et axées sur les résultats dans les opérations commerciales, sur la base d'une analyse coûts-avantages et de larges consultations entre les agences des Nations unies au Gabon. Sa mise en œuvre prévoit des gains importants en termes de personnel et vise à accroître la qualité des services opérationnels au cours des trois prochaines années, renforçant ainsi l'exécution du programme global du système des Nations unies au Gabon. Dans le cadre de cette stratégie, l'équipe de pays des Nations unies et les chefs d'agences au Gabon sont engagés à sa mise en œuvre et les budgets nécessaires sont alloués à chaque activité de BOS. **La mise en œuvre de la BOS 2.0 Gabon devrait se traduire par un gain de 1 949 290 USD globalement pour l'ONU Gabon.**

En 2020 l'ONU Gabon a adopté une **Stratégie de communication** tenant compte des actions prioritaires contenues dans l'agenda 2030. L'objectif principal est d'informer et sensibiliser les populations sur les ODD et les efforts à déployer pour les atteindre. Cette stratégie, qui met l'emphase sur les moyens de communication digitale et le renforcement de partenariats avec les relais de communications, se base sur le principe «**Communicate as one**». Ainsi, l'accent a été mis sur la communication au tour des programmes conjoints.

Avec l'arrivée de la pandémie, une cellule spéciale de crise a été mise en place afin de réorienter rapidement les priorités du plan de communication en ligne avec le Cadre de riposte socio-économique à la Covid-19. Ainsi, **l'accent a été mis sur la**

**sensibilisation aux gestes barrières, la lutte contre « l'infodémie » et les #fake news, les activités de terrains et les partenariats importants, et notamment avec la chaîne de télévision publique Gabon 24 et Media 241, qui ont permis d'appuyer le gouvernement gabonais dans la stratégie nationale de riposte à la Covid-19.**

En parallèle, les Nations Unies au Gabon, tout comme dans les autres pays du monde, ont célébré tout au long de l'année 2020 leurs 75 années d'existence, à travers la campagne «**UN75 et au-delà : façonnons notre avenir ensemble**». L'objectif de cette campagne était de lancer la plus grande discussion mondiale jamais organisée sur le rôle de la coopération internationale dans la construction de l'avenir que nous voulons. Au Gabon, **le RC a tenu 7 dialogues interactifs avec plus de 70 jeunes issus de milieu différents mais aussi à l'intérieur du pays afin de recueillir leur avis sur l'avenir des Nations Unies et de la coopération internationale.** Compte-tenu de la pandémie, ces dialogues se sont tenus via l'application zoom. Si les réponses se différençaient en fonction des groupes interrogés, **une tendance optimiste quant à l'avenir du monde a été relevé ainsi que la nécessité de trouver des solutions locales à des problèmes locaux.** Outre la défiance observée envers les Nations Unies, il n'en reste pas moins que la jeunesse gabonaise comprend l'importance de l'action de l'Organisation qu'ils jugent imparfaite mais perfectible.

Si les dialogues virtuels se sont déroulés de juin à août 2020, les temps forts de la campagne de communication ONU 75 ont eu lieu au mois d'octobre. Grâce à un partenariat signé entre la chaîne d'information publique **Gabon 24** et le Système des Nations Unies au Gabon, des capsules vidéo ont été produites et diffusées au mois d'octobre. **Une vidéo reportage intitulée "Nations Unies Gabon, 60 ans d'appui mutuel" suivie d'un plateau spécial décryptage « L'ONU 75 ans après : les grands défis de l'heure » ont été diffusé sur Gabon 24 et sont disponibles sur la chaîne youtube des Nations Unies au Gabon.**

## 2.5 Évaluations et Leçons apprises

Si d'un côté l'ONU Gabon a amélioré son travail en équipe, notamment par le biais de plusieurs programmes conjoints, des défis persistent dans la mise en œuvre des programmes à la fois conjoints et par agence.

Parmi les leçons apprises en 2020, on peut citer :

- Le besoin **d'améliorer la gouvernance des programmes conjoints** (y compris, la mise en place et fonctionnement régulier des Comités de Pilotages, Comites techniques, etc.)
- **Améliorer l'appropriation nationale** de toutes les activités de l'ONU Gabon, notamment par les biais d'une meilleure communication et travail d'équipe avec à la fois le niveau politique et le niveau technique du Gouvernement
- Le besoin de **recruter davantage des gestionnaires de programme** spécialisés dans la coordination et M&E de programmes complexes et conjoints, ainsi que des gestionnaires financiers pour assurer une mise en œuvre plus rapide des programmes
- Mieux définir **la répartition des rôles entre RCO et Agences**, tout en respectant le principe de non-opérationnalité du RCO, afin d'éviter que le RCO fasse de la substitution.

Comme déjà évoqué, malgré la meilleure performance de l'ONU Gabon en 2020 par rapport au passé, **la configuration actuelle de l'ONU Gabon ne permet pas de répondre pleinement aux défis post-Covid du pays**, ne d'apporter un appui efficace pour l'accélération des ODD. Il serait donc bien de revoir et renforcer la

configuration actuelle sur la base des domaines clés d'interventions identifiées dans le CCA en 2021. L'ONU Gabon planifie de conduire une évaluation finale du PNUAD en 2021.



## 2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

### 2.6.1 APERÇU FINANCIER

Sur la base des données générés par UNINFO, pour l'année 2020, **le total des ressources disponibles a été de 25 886 487 dollars américains. Le taux de mise en œuvre des Nations Unies en 2020 a été de 79 %** soit 20 474 568 dollars.

Malgré le fait que l'ONU Gabon ait triples son budget annuel depuis 2018, ces ressources sont loin de couvrir tous les besoins en période post-Covid.

Ces dépenses sont réparties de la façon suivante par domaine prioritaire du PNUAD :

#### Gouvernance :

Pour l'année 2020, le total des ressources disponibles dans le domaine de la gouvernance a été de **8 028 244 dollars**. Le taux de mise en œuvre

en 2020 a été de **64 %** soit **5 169 378 dollars**.

#### Développement inclusif :

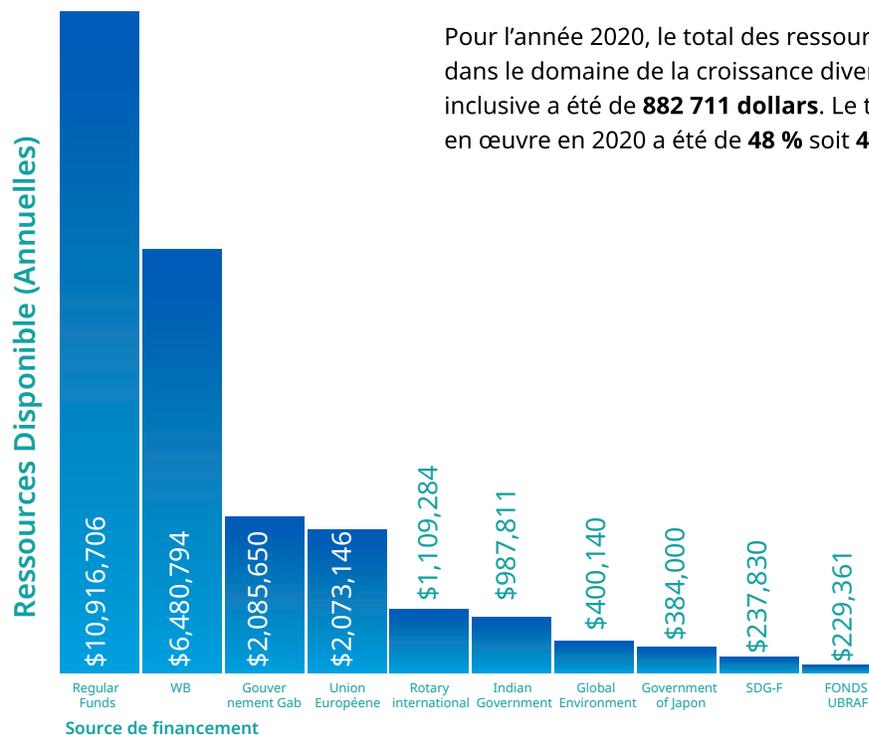
Pour l'année 2020, le total des ressources disponibles dans le domaine du développement inclusif a été de **2 073 587 dollars**. Le taux de mise en œuvre en 2020 a été de **75 %** soit **1 559 962 dollars**.

#### Croissance diversifiée et inclusive :

Pour l'année 2020, le total des ressources disponibles dans le domaine de la croissance diversifiée et inclusive a été de **14 901 944 dollars**. Le taux de mise en œuvre en 2020 a été de **89 %** soit **13 325 497 dollars**.

#### Durabilité Environnementale et Résilience :

Pour l'année 2020, le total des ressources requises dans le domaine de la croissance diversifiée et inclusive a été de **882 711 dollars**. Le taux de mise en œuvre en 2020 a été de **48 %** soit **419 821 dollars**.



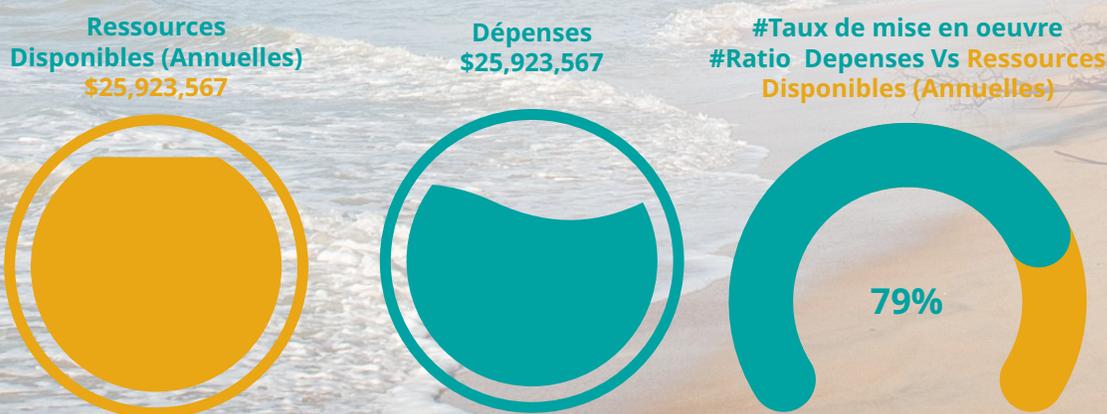
Agences	Ressources disponibles	Dépenses	Taux de mise en œuvre
FAO	1 245 207	780 036	63%
OIM	132 000	32 356	25%
ONUSIDA	228 500	195 793	86%
CNUCED	1 637 370	1 393 800	85%
PNUD	2 891 560	2 427 856	84%
UNESCO	821 877	612 367	75%
FNUAP	1 538 393	1 204 244	78%
UNHCR	154 272	128 800	83%
UNICEF	3 387 702	3 817 470	113%
UNODC	676 000	184 364	27%
OMS	12 492 757	9 697 480	78%

## 2.6.2 MOBILISATION DES RESSOURCES

Malgré les efforts importants en matière de mobilisation de ressources en 2020, ce qui a presque permis de combler les gaps qui étaient originellement prévus dans le PNUAD, le besoin du pays en période COVID sont devenus très importants et ont largement dépassé les ressources initialement

estimées dans le PNUAD en 2018.

Le graphique ci-dessous résume globalement les tendances des sources de financement obtenues en 2020 et le taux d'utilisation de ces ressources à hauteur de 79% :





# Chapitre 3 **Priorités de l'ONU Gabon pour 2021**

Parc National de Pongara  
Photo prise par Jean Pierre VANDE WEGHE source ANPN



Célébration de la Journée Internationale de la Femme, le 8 mars 2020 sous le thème : « Génération égalité »

En 2021, l'ONU Gabon fait face à un changement de leadership, vu que le RC actuel va quitter le pays au début de l'année. Dans ce cadre, le RCO et l'ONU Gabon se sont engagés à assurer la continuité entre l'ancien au nouveau/nouvelle Coordonnateur/Coordonnatrice Résident/Résidente.

**En 2021 l'ONU Gabon a un programme très ambitieux qui sera mis en œuvre progressivement avec l'arrivée du nouveau/nouvelle Coordonnateur/Coordonnatrice Résident/Résidente et qui s'articule sur les priorités suivantes :**

**Mise en place d'un Comité de Pilotage conjoint du Gouvernement et des Nations Unies :** pour

le moment, ils existent des Comités de Pilotage ad hoc pour les programmes individuels et par agence de l'ONU Gabon, mais le Comité de pilotage unique ONU Gabon /Gouvernement, en charge de la supervision de l'ensemble des activités des Nations Unies conçu au début du PNUAD, a été mis en veille. Avec l'incorporation du SERP au sein du Plan de travail conjoint, ce serait l'occasion de réactiver cette importante structure de gouvernance de l'ensemble des activités de l'ONU Gabon.

**Plaidoyer soutenu pour l'activation d'une structure de coordination de l'aide dans le pays :** malgré des discussions avancées avec le Gouvernement, une telle structure n'a pas encore été mise en place. À la suite de l'impact socio-

économique néfaste de la Covid-19, il devient urgent que le Gouvernement mette en place une structure inclusive de coordination de l'aide afin de s'assurer que les différents flux financiers (publics et privés) aillent vers les priorités nationales (PAT, etc..) et éviter des chevauchement ou éparpillements des financements disponibles, tels qu'identifiés par le INFF (CNFI) dans le pays.

**Développement d'un plan de travail conjoint de l'équipe ONU Gabon :** à cause de la Covid-19, en 2020 l'ONU Gabon s'est concentrée sur le développement et la mise en œuvre du SERP en priorité. En 2021, qui est aussi la dernière année du PNUAD, il est prévu d'incorporer le SERP dans le Plan de travail conjoint du PNUAD.

**Lancement d'une évaluation du PNUAD en cours :** vu que 2021 sera de facto la dernière année de mise en œuvre du PNUAD, il est important qu'il fasse l'objet d'une évaluation à 360 degrés, ce qui servira de base pour le nouveau cadre de coopération.

**Finaliser le CCA et entamer le processus pour le développement du nouveau Cadre de Coopération, à signer courant l'année 2022 :**

en 2020, l'ONU Gabon a entamé le processus d'élaboration du CCA, par les biais notamment d'une retraite avec la partie nationale et le développement de 13 études sectoriels qui vont constituer la base pour le CCA. En 2021 il est prévu de finaliser le CCA avec la participation du Gouvernement, de la Société civile et des PTFs.



**NATIONS UNIES**  
GABON



MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT  
DE GUÉ-GUÉ - BP 2183 LIBREVILLE,  
GABON

[www.gabon.un.org/fr](http://www.gabon.un.org/fr)



ONU Gabon



@OnuGabon